

L'initiative "la Ceinture et la Route" : l'agrobusiness chinois se mondialise

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2019

grain.org 6 mars 2019

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#), [Transnationales](#)

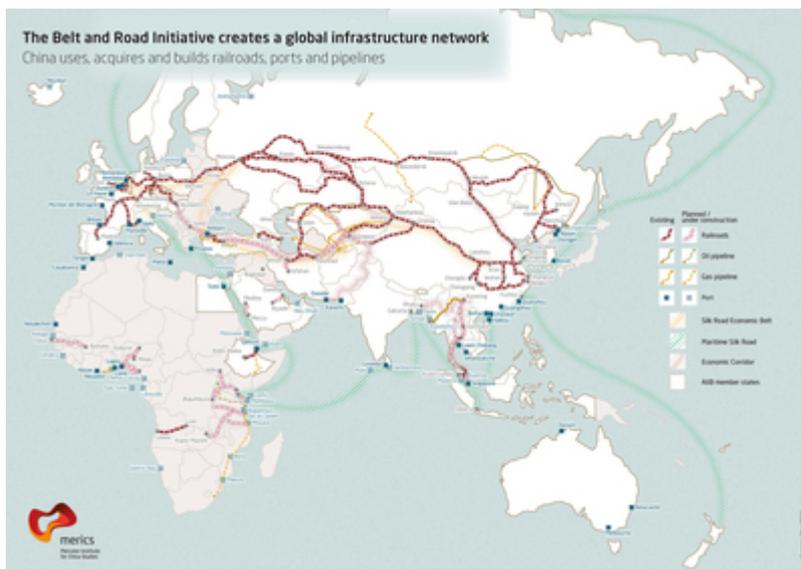
« La distance est importante parce que le temps est important. Et le temps est important parce que plus les denrées sont produites et échangées rapidement, plus les bénéfices augmentent pour les entreprises individuelles. La réponse ? D'immenses couloirs d'infrastructures. » Nicholas Hildyard [1]

L'une des plus grandes entreprises de commerce en ligne du monde, JD.com, dont le siège est à Beijing, affirme être bientôt à même de livrer aux consommateurs chinois des fruits provenant de tous les coins du monde, en l'espace de 48 heures. La réalisation d'un tel objectif exige des infrastructures mondiales hautement intégrées permettant de relier entre eux les fermes, les entrepôts, les systèmes de transport et les consommateurs. Le programme chinois de méga-infrastructures, l'initiative la Ceinture et la Route (Belt and Road Initiative ou BRI en anglais), devrait aider à faire de la vision de JD.com une réalité. Elle augmentera aussi la concentration de la production et de la distribution alimentaires mondiales, risquant d'exacerber encore la marginalisation des petits agriculteurs, des pêcheurs, des populations forestières et des communautés rurales. Il est également à craindre que la BRI n'aggrave encore l'accaparement des terres, les violations des droits humains, l'endettement et les effets environnementaux et sanitaires dans les pays ciblés.



Affiche montrant un train à grande vitesse chinois, sur le chantier de construction d'un pont sur le Mékong, près de Luang Prabang, au Laos. Photo : Adam Dean pour The New York Times

Connue aussi sous le nom de « Une ceinture, une route » (OBOR), la BRI a été lancée par le Président chinois Xi Jinping en 2013. C'est le plus vaste projet d'infrastructures jamais entrepris de toute l'Histoire. L'objectif est de promouvoir la production, le commerce et l'investissement, ainsi que l'intégration physique et numérique des marchés internationaux. La BRI fournit à l'investissement chinois un cadre pour améliorer les infrastructures existantes et construire de nouveaux sites de production et de nouvelles routes commerciales, pour mieux relier la Chine au reste du monde.



Carte du réseau mondial d'infrastructures de la BRI. Source : Mercator Institute for China Studies, mai 2018 <

La BRI prévoit une "ceinture" terrestre reliant la Chine à l'Europe et une "route" maritime traversant l'Océan indien jusqu'à l'Afrique, en passant par la Méditerranée, et rejoignant par le Pacifique l'Océanie et l'Amérique latine (voir carte). L'initiative touche actuellement quelque 90 pays et est censée coûter plus de 1000 milliards de dollars. Le financement provient principalement de sources chinoises, comme la Banque de développement de Chine et implique toute une série de prêts, d'obligations et de prises de participations. La Chine a en outre mis en place un fonds spécial, le Fonds pour la Route de la soie, pour financer les projets de la BRI. Certaines institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures, de même que des banques privées comme HSBC, ont aussi promis leur soutien ou établi leurs propres fonds dédiés à la BRI.

Étant donné son importance géographique et l'ampleur de ses investissements, la Chine pourrait remodeler de grandes parties de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe, et les mers intermédiaires, et les transformer en secteurs de production et de distribution avec des entrepôts, des terminaux logistiques et des zones d'import-export. Les projets associés à la BRI ont déjà ruiné des milliers de personnes et des centaines de millions de gens risquent probablement d'être affectés, pour faire place aux routes, voies ferrées, ports maritimes, ports secs et aéroports prévus par la BRI.

Parmi les projets de la BRI beaucoup se vantent d'être des projets gagnant-gagnant qui doivent amener aux économies locales l'emploi, le capital et la technologie dont elles ont tant besoin. En réalité, ils risquent d'exacerber encore la concentration au sein du système

alimentaire mondial, de porter atteinte à la sécurité alimentaire nationale et de ruiner les producteurs alimentaires locaux et les communautés rurales.

L'impact de la BRI sur l'agriculture

La sécurité alimentaire a toujours été l'une des préoccupations majeures du gouvernement chinois. Jusqu'à récemment, l'idée était d'atteindre et de préserver l'auto-suffisance du pays ; la tâche revenait presque entièrement aux petits agriculteurs chinois. De nos jours, le gouvernement a modifié sa politique et remplace les fermes paysannes par de grandes exploitations agroalimentaires commerciales, investit dans la production agricole à l'étranger et s'ouvre à davantage d'importations.[1]

L'investissement agricole chinois à l'étranger est de plus en plus le fait du secteur privé.[2] Au cours des dix dernières années, les entreprises chinoises ont investi 43 milliards de dollars dans la production agricole hors de Chine.[3] Prises d'une véritable fièvre d'achat, elles se sont mises à racheter des entreprises dans les chaînes de production mondiales, le porc aux États-Unis et le soja au Brésil, et ont accru leur mainmise sur l'industrie semencière mondiale, en acquérant une participation majoritaire chez le géant suisse Syngenta.

La Chine est également un énorme importateur de soja, de produits laitiers, d'oléagineux, de sucre et de céréales. Ses importations de viande et de produits laitiers sont montées en flèche, propulsées en partie par les accords commerciaux conclus avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le pays dépendant des États-Unis pour environ 20 % de ses importations alimentaires, la "guerre commerciale" lancée récemment par le Président Trump contre la Chine a forcé Beijing à trouver de nouvelles sources de nourriture et d'alimentation animale.

La BRI est censée booster les investissements extérieurs de la Chine ainsi que les dépenses d'infrastructures dans les différents pays, afin d'encourager l'expansion du commerce agricole. Le tableau des projets agricoles associés à la BRI donne une idée de ce qui se trame dans divers pays. (Voir tableau en annexe : Sélection de projets agricoles associés à la BRI. Disponible ici, en anglais seulement : <http://grain.org/e/6133>) Le CEPC au Pakistan

Le commerce agricole entre la Chine et le Pakistan a atteint un total de 652 millions de dollars en 2013.[5] Le Corridor économique Chine-Pakistan (CECP ou CPEC en anglais) signé en avril 2015 vaut 46 milliards de dollars et vise à augmenter les chiffres. Le but du projet est de relier la Chine du sud-ouest au port de Gwadar, dans la province du Baloutchistan, en créant des routes, des voies ferrées et autres infrastructures. Dans le même temps, seront ouverts de nouvelles mines, des usines et des systèmes de communication, sans parler des installations militaires. L'agriculture est un élément central du programme.

Le plan à long terme est de remplacer l'agriculture traditionnelle pakistanaise par une agriculture et des systèmes de commercialisation high-tech et un complexe agroindustriel à grande échelle. Pour ce faire, le CEPC retient dix domaines clés pour la collaboration et neuf zones économiques spéciales.[6] Parmi les projets, la construction d'une usine d'engrais destinée à produire 800 000 tonnes par an, de grandes usines de transformation de légumes et de céréales à Asadabad, Islamabad, Lahore et Gwadar, et une usine de transformation de viande à Sukkur. Ces projets nécessiteront des milliers d'hectares de terres agricoles et déplaceront un grand nombre d'agriculteurs.

Le CEPC doit aussi favoriser l'expansion du blé hybride qui remplacera les variétés

paysannes traditionnelles, au profit des entreprises chinoises d'intrants agricoles comme le Groupe Sinochem. Sinochem a réussi à faire pousser du blé hybride chinois sur une zone pilote de 2 000 hectares au Pakistan et a maintenant l'intention d'introduire ce blé dans d'autres pays de la BRI comme l'Ouzbékistan et le Bangladesh.^[7] Selon Roots for Equity^[8], le blé étant l'une des denrées de base au Pakistan, les communautés locales craignent que ces développements ne nuisent aux petits producteurs et ne permettent à la Chine de prendre le contrôle de l'approvisionnement alimentaire du pays. Le CEPC introduit aussi les investissements chinois dans les secteurs du lait et des produits de la mer au Pakistan, pour exporter vers la Chine ; le coton et le riz sont eux aussi concernés.^[9]

La BRI en Afrique



Visite du Président chinois Xi Jinping dans la province du Heilongjiang, en Chine, septembre 2018. Photo : Xie Huanchi/Xinhua/AP

L'Afrique de l'Est est le premier lien dans la connexion de la BRI à l'Afrique. La Chine construit des ports et des infrastructures maritimes pour améliorer la route menant de l'Asie du Sud au Kenya et à la Tanzanie, puis jusqu'à la Méditerranée via Djibouti. Des voies ferrées intérieures sont également en construction. La Chine a notamment promis de combiner la BRI avec l'ancien Forum pour la coopération Chine-Afrique, pour booster la productivité agricole africaine et accroître les importations de produits agricoles de l'Afrique vers la Chine.^[10] La Chine dispose déjà de parcs agro-industriels au Mozambique, en Ouganda, en Zambie et dans d'autres pays et étend aujourd'hui ses investissements agro-industriels sous la bannière de la BRI.

Quant à l'Afrique de l'Ouest, le Président Xi Jinping s'est rendu dans la région pour la première fois en juillet 2018, avec l'intention de relier la région à la BRI. La Plateforme industrielle internationale de Diamniadio, une zone économique spéciale financée par la Chine et située près de Dakar, a établi le Sénégal comme le tremplin de l'industrie chinoise dans toute l'Afrique de l'Ouest. Comme le Sénégal est bénéficiaire de la Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique [AGOA], la Chine peut fabriquer et exporter des marchandises en provenance de cette zone économique spéciale vers le marché américain, en profitant des quotas et des privilèges d'exemption de taxes du Sénégal. Ces dispositions s'appliquent aussi au marché de l'Union européenne auquel les marchandises sénégalaises ont accès dans le cadre de l'accord Tout sauf les armes.

Kazakhstan : l'épicentre en Asie centrale

Le Kazakhstan est considéré comme « l'épicentre » des ambitions chinoises en matière d'agriculture en Asie centrale. Un port géant, appartenant pour 49 % à des entreprises

chinoises, a été construit dans la ville de Korghos, sur la frontière entre la Chine et le Kazakhstan, afin de favoriser le commerce alimentaire. Un chemin de fer et une voie rapide sont en construction à travers tout le pays, pour relier la Chine à l'Europe. Un couloir commercial a aussi été mis en place pour relier le Kazakhstan à l'Asie du Sud-Est via le port chinois de Lianyungang, dans la province du Jiangsu. À lui seul, le Fonds pour la Route de la soie de la BRI a réservé 2 milliards de dollars pour le Kazakhstan, dont une grande partie devrait servir à l'agriculture.

Les intérêts chinois voient dans le Kazakhstan une nouvelle source de blé, de sucre, de viande et d'huile végétale. Les autorités et les investisseurs étrangers au Kazakhstan considèrent la Chine comme un marché lucratif pour les exportations agricoles, en particulier le bœuf, le blé et les produits laitiers. Le Kazakhstan est déjà en passe de tripler ses exportations de blé à la Chine d'ici 2020. Le pays vient de pénétrer le marché chinois du soja et construit actuellement une nouvelle usine de transformation de viande près de la frontière chinoise, qui produira du bœuf et de l'agneau pour le marché chinois.

En mai 2016, le gouvernement du Kazakhstan a annoncé que des entreprises chinoises proposaient 19 nouveaux projets agroindustriels évalués à 1,9 milliard de dollars qui seraient menés sous l'égide de la BRI. Un an plus tard, sept accords d'une valeur de 160 millions de dollars ont été signés au Forum d'investissements agricoles sino-kazakhstanais qui s'est tenu à Astana. À l'exception des élevages de volaille et de bétail à grande échelle, les projets portent davantage sur la transformation que sur la production primaire.

COFCO, le plus gros négociant alimentaire chinois, est l'un des acteurs chinois qui interviennent au Kazakhstan. COFCO s'est mis en partenariat avec une entreprise kazakhstanaise pour produire du concentré de tomate pour la Chine et commence à importer du bœuf du Kazakhstan, grâce à un service de fret ferroviaire ouvert en 2017. Une autre entreprise chinoise, CITIC Construction, investit dans l'élevage pour produire du bœuf à exporter vers la Chine. Dans le même temps, Aiju Grain and Oil a commencé à produire et à exporter de l'huile végétale en utilisant des fermes qui « lui appartiennent ou dans lesquelles [l'entreprise] investit » au Kazakhstan. Et la liste s'allonge : des entreprises chinoises en partenariat avec des firmes kazakhstanaises se lancent dans la production de fruits et légumes, la transformation du sucre, l'emballage de la viande, la transformation d'huile, et la fabrication de farine et de pâtes.

En 2016, des manifestations ont éclaté dans tout le Kazakhstan, quand le gouvernement a annoncé avoir modifié une loi agraire de 2003, pour prolonger de 10 à 15 ans la durée de bail sur les terres agricoles accordée aux étrangers. À la suite des protestations, le gouvernement a repoussé la mise en place de cette mesure à décembre 2021. Toutefois, les protestations contre les grands investissements chinois continuent à faire rage, en particulier à propos des problèmes relatifs au travail.

Conflits et controverses



Des agriculteurs mettent des tomates en caisse dans le village de Guandao, en Chine du sud-ouest, pendant la récolte de printemps de 2014. Photo : Xinhua/Lu Boan

Les investissements chinois à l'étranger, et la BRI en particulier, laissent peu à peu entrevoir un certain nombre de problèmes : endettement et menaces pour la souveraineté nationale, accaparement de terres, déplacement, violations des droits humains dans les zones de conflit, conséquences environnementales, préoccupations de santé publique et violations du droit du travail.

Bon nombre de projets de la BRI sont financés par des prêts accordés à des gouvernements receveurs qui ne peuvent les rembourser. Le gouvernement du Sri Lanka avait par exemple permis à la Chine de construire un nouveau port sur sa côte méridionale ; mais quand Colombo s'est vu dans l'impossibilité de rembourser le prêt, les Chinois ont mis la main sur le port. D'autres projets de la BRI ont provoqué des problèmes similaires quand il s'agit de rembourser les dettes. En août 2018, la Malaisie s'est retirée d'un projet BRI de 22 milliards de dollars, craignant de ne pouvoir le payer. Jokowi, le Président de l'Indonésie, hésite à s'engager dans la BRI pour les mêmes raisons.

La terre est un autre sujet de controverse : en effet, les projets BRI requièrent de vastes surfaces pour le développement des infrastructures et des zones industrielles. Ainsi, au Laos, un projet ferroviaire (lancé avant la BRI mais placé depuis sous l'égide de celle-ci) accapare les terres de plus de 4 400 familles paysannes qui se voient déplacées sans compensation.^[11] Beaucoup de familles attendent leur compensation depuis plus de deux ans et certaines ont été obligées d'émigrer dans des pays voisins pour y chercher du travail, après avoir perdu leur ferme. Un rapport publié en 2015 par GRAIN identifiait 61 accords fonciers impliquant des entreprises chinoises ; ces accords représentaient 3,3 millions d'hectares dans 31 pays.^[12] On ne sait pas avec certitude combien de ces transactions sont directement liées aux projets associés à la BRI, mais il est indéniable que la BRI favorise la prise de contrôle de la Chine sur les terres agricoles de la planète.

Les projets BRI traversent également des régions de conflit dans plusieurs pays. Le Couloir économique Chine-Pakistan, par exemple, passe en plein milieu du territoire contesté du Gilgit-Baltistan, ce qui risque fort d'exacerber les tensions religieuses, géopolitiques, militaires et territoriales entre l'Inde et le Pakistan. En Asie du Sud-Est, les réseaux commerciaux prévus entre la Chine et l'Inde incluent des zones de conflits de longue durée comme la persécution et le déplacement historiques des Rohingyas et d'autres minorités

ethniques dans l'État de Rakhine au Myanmar.^[13] La Chine et l'Inde ont toutes deux proposé de mettre en place une zone économique spéciale pour renforcer les liens commerciaux entre l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est dans le cadre du Couloir économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar. En outre, selon l'organisation humanitaire birmane Community Care and Emergency Response and Rehabilitation, de nombreux petits propriétaires terriens qui vivaient de l'agriculture ont été chassés quand la persécution et l'expulsion des Rohingyas s'est intensifiée dans la région.

Une autre zone de conflit au Myanmar, l'État de Kachin, a été ciblé pour permettre l'expansion des plantations de bananes destinées aux exportations vers la Chine. Selon des villageois birmans, des milliers de camions entrent et sortent de cette région, avec des cargaisons de bananes. Les protestations contre les investissements chinois se sont en conséquence multipliées au Myanmar au cours de l'année passée.

Pour finir, les projets BRI soulèvent de sévères inquiétudes quant à leurs effets sur la santé publique, les conditions de travail et l'environnement. Les investissements agricoles chinois en Asie du Sud-Est ont provoqué une augmentation de l'utilisation des pesticides et des engrais, entraînant des problèmes sanitaires dans les communautés.

Ces problèmes sont particulièrement bien documentés en ce qui concerne les plantations de bananes et de caoutchouc au Laos et au Myanmar. Les ressources aquatiques sont affectées car l'eau est polluée ou les communautés en sont privées, pour assurer l'irrigation des plantations chinoises. Certains rapports font également état d'un déclin de la qualité du sol dans les plantations chinoises dû à des pratiques agricoles utilisant lourdement les intrants. De plus, certaines plantations chinoises seraient accusées d'utiliser le travail forcé.^[14]<

Conclusion

Il est urgent de poursuivre le travail de recherche pour pouvoir mesurer l'ampleur et les conséquences de ces projets associés à la BRI qui accaparent terres agricoles et ressources pour stimuler la production agricole et le commerce avec la Chine. Non seulement ces projets ont un impact négatif sur la vie des petits paysans et des communautés rurales des pays-cibles, mais ils finiront aussi par ruiner l'agriculture paysanne en Chine en la remplaçant par une production industrielle et des importations alimentaires. Plutôt que l'agriculture industrielle à grande échelle et l'expansion du commerce mondial prévues par la BRI, il nous faut soutenir les petits producteurs et les ressources nécessaires à une production alimentaire écologique destinée aux marchés locaux.

Encadré 1. La BRI accélère la catastrophe climatique

Le modèle de croissance économique à base d'infrastructures promu par la BRI est fondé sur l'accaparement de vastes superficies de terre et de territoire à convertir en couloirs économiques. Ce qui entraîne inévitablement la perte de forêts, d'écosystèmes, de modes de vie traditionnels et de biodiversité. En outre, tous les projets BRI sont sources d'importantes émissions de carbone, qu'il s'agisse de construire de nouvelles routes, des voies ferrées ou des ports sur le Pacifique ou l'Océan indien, de créer des oléoducs ou des gazoducs pour rejoindre la Russie, le Kazakhstan et le Myanmar, ou bien d'établir des plantations, des fermes et des zones de transformation géantes dans toute l'Asie, voire en Afrique.

Pendant que la Chine s'engage à réduire sa consommation de charbon chez elle, elle est en train d'ouvrir de nouvelles mines et de construire plusieurs grandes centrales au charbon à l'étranger ; rien qu'au Pakistan, les investissements chinois dans le secteur du charbon représentent plus de 10 milliards de dollars.^[15] Selon le Financial Times, les projets énergétiques de la BRI s'appuient « de manière disproportionnée » sur les combustibles fossiles : « Si les nouveaux investissements dans les infrastructures énergétiques dans les pays de la BRI suivent des modèles entraînant des émissions d'une intensité comparable en moyenne à celle qu'on a pu observer dans ces pays par le passé, près des trois quarts du budget carbone mondial consacré à l'énergie et compatible avec l'Accord de Paris seront consommés d'ici 2040. »^[16]

Une évaluation environnementale des projets BRI au Myanmar montre que la dégradation de la forêt constitue un autre risque majeur de projets comme le gazoduc et l'oléoduc censés relier la côte de Rakhine à la province chinoise du Yunnan, la zone économique spéciale de Kyaukphyu qui doit coûter 10 milliards de dollars et les routes et voies ferrées qui vont avec.^[17] Au Myanmar, la déforestation généralisée découlant de ces projets pourrait affecter 24 millions de personnes, parmi lesquelles les paysans seraient les plus sévèrement touchés. La déforestation a été aussi reconnue comme la cause des glissements de terrain et des inondations qui ont eu lieu en 2015 au Myanmar et qui ont provoqué la salinisation de précieuses rizières.

Pour finir, la plupart des projets agricoles conçus dans le cadre de la BRI sont des projets industriels et tournés vers l'exportation. Le système alimentaire industriel produit déjà jusqu'à la moitié des émissions de gaz de serre mondiales.^[18] La Banque mondiale indique que les émissions provenant de l'agriculture et de l'alimentation pourraient représenter 70 % des gaz à effet de serre que peut émettre la planète si elle veut avoir la moindre chance de limiter une montée des températures dangereuse au niveau mondial. La BRI, qui se focalise sur l'expansion de l'agriculture industrielle et du commerce, pourrait précipiter le monde dans la catastrophe climatique plus vite même que ne le prédisent les experts.

Encadré 2. La BRI et les accords commerciaux

On sait que les accords commerciaux jouent un rôle important en ce sens qu'ils confèrent aux projets BRI une valeur juridique. Ceci est particulièrement vrai des accords qui fixent des protections juridiques pour les investisseurs, les normes de sécurité sanitaires alimentaires communes, les règles de propriété intellectuelle et les arrangements d'accès aux marchés. La Chine a déjà des accords commerciaux avec plusieurs des pays impliqués dans les projets BRI, notamment le Pakistan, les Maldives, la Géorgie, le bloc ASEAN d'Asie du Sud-Est et l'Union économique eurasiatique menée par la Russie. Elle est également en train de négocier un énorme accord commercial régional (le Partenariat économique régional global ou RCEP) qui inclut l'Inde, ainsi que des pactes bilatéraux plus réduits avec des partenaires clés de la BRI comme le Sri Lanka et les États du Golfe.

L'accord avec l'Union économique eurasiatique est d'une grande importance, car il relie directement la Chine à la fois à la Russie et au Kazakhstan, deux territoires essentiels pour la BRI. Pour l'instant ce n'est qu'un accord "simple" qui ouvre la porte à une coopération formelle, sans enfermer les pays dans de nouveaux engagements forts. Mais ces ouvertures pourraient par la suite mener à des accords plus stricts sur les marchés et les investissements. Le RCEP pourrait, de la même façon, renforcer les opportunités de commerce et d'investissement de la Chine en Inde et en Asie du Sud-Est, même si on ne sait pas très bien si, ni quand, un consensus pourrait être trouvé. Dans les années

à venir, il y a de fortes chances que la Chine pousse le Pakistan et le Bangladesh, entre autres, à accepter de nouveaux accords commerciaux.

GRAIN tient à remercier Roots for Equity, le Forum Asie Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (APWLD), l'ONG Inclusive Development International (IDI), Xu Siyuan de l'Université Polytechnique de Hong Kong et le réseau humanitaire birman Community Care for Emergency Response and Rehabilitation (CCERR), pour leurs commentaires éclairés sur les premières ébauches de cet article.

Notes

[1] Nicholas Hildyard, "Extreme infrastructure: Infrastructure corridors in context", Présentation à la Conférence internationale Eurodad en juin 2017, http://www.thecornerhouse.org.uk/sites/thecornerhouse.org.uk/files/Extreme%20Infrastructure_0.pdf

[2] China Government Network, "Li Keqiang: Developing modern agriculture in an industrial way" (en chinois), Central Government Portal, 2015, http://www.gov.cn/xinwen/2015-07/25/content_2902475.htm.

[3] Plusieurs grandes entreprises d'État comme Chongqing, COFCO et la China National Agriculture Development Group Corporation, ainsi que certaines autorités provinciales, investissent dans l'agriculture à l'étranger. Selon une étude, 47 entreprises chinoises ont loué ou acheté un total de 983 000 hectares de terres à l'étranger. Il s'agit notamment de grandes entreprises d'État comme COFCO et la China National Agriculture Development Group Corporation, d'entreprises affiliées à des autorités provinciales comme le Chongqing Grain Group et la Jilin Province Overseas Agriculture Investment Co., et 38 entreprises affiliées à des fermes d'État provinciales. Voir : Gooch and Gale, USDA, "China's Foreign Agriculture Investments", Economic Information Bulletin No. 192, avril 2018, https://www.researchgate.net/publication/324984953_China's_Foreign_Agriculture_Investments

[4] American Enterprise Institute, "China global investment tracker", 2015, <https://www.aei.org/china-global-investment-tracker/>

[5] Qiao Jinliang, "Broad prospects for agriculture co-op under « Belt and Road » initiative", China Economy Net, 2016, <https://farmlandgrab.org/25916>

[6] CPEC Special economic zones, <http://cpec.gov.pk/special-economic-zones-projects>

[7] Liu Zhihua, "Chinese hybrid wheat brings hope for farmers in Pakistan", Sinochem, 2018, <http://www.sinochem.com/english/s/1569-4966-121571.html>; China Seed, "China Seed Signs Hybrid Wheat Industrialization Cooperation Agreement with Pakistani Enterprise", Sinochem, 2018, <http://www.sinochem.com/english/s/1569-5518-18020.html>

[8] Askari Abbas, "Patenting agriculture: case of Chinese hybrid wheat seeds introduced under CPEC, Roots for Equity, 18 décembre 2018, <https://rootsforequity.noblogs.org/patenting-agriculture-case-of-chinese-hybrid-wheat-seeds-introduced-under-cpec/>

[9] Khurram Husain, "CPEC moves into agriculture", Dawn, 18 octobre 2018, <https://www.dawn.com/news/1441188>

[10] Ehizuelen Michael Mitchell Omoruyi, "FOCAC, BRI reshaping Sino-African cooperation", China Africa Daily, 14 septembre 2018, http://africa.chinadaily.com.cn/weekly/2018-09/14/content_36913139.htm

[11] Radio Free Asia, "Chinese railway project in Laos leaves farmers in the lurch", 10 janvier 2019, <https://www.rfa.org/english/news/laos/lao-farmer-railway-01102019160842.html>

[12] GRAIN, À "l'avant-garde" du nouveau programme de sécurité alimentaire chinois, les grandes entreprises remplacent les paysans, novembre 2015, <https://www.grain.org/article/entries/5332-a-l-avant-garde-du-nouveau-programme-de-securite-alimenta-ire-chinois-les-grandes-entreprises-remplacent-les-paysans>

[13] Ashrafuzzaman Khan, "The strategic importance of Rakhine State", *Straits Times*, 3 septembre 2018, <https://farmlandgrab.org/28403>

[14] Voir l'excellent rapport de Mark Grimsditch, "Chinese agriculture in Southeast Asia: Investment, aid and trade in Cambodia, Laos and Myanmar", Fondation Heinrich Böll, juin 2017: <https://th.boell.org/en/2017/06/22/chinese-agriculture-southeast-asia-investment-aid-and-trade-cambodia-laos-and-myanmar>

[15] CPEC energy priority projects, <http://cpec.gov.pk/energy>

[16] Mattia Romani, "China's Belt and Road Initiative puts Paris climate commitments at risk", *The Financial Times*, 14 décembre 2018, <https://www.ft.com/content/e925f9fa-ff99>

[17] Naw Betty Han, "Belt and Road corridors put half of Myanmar's population at risk", *Myanmar Times*, 22 février 2018, <http://bilaterals.org/?belt-and-road-road-corridors-put>

[18] GRAIN, "Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population", décembre 2014, <https://www.grain.org/article/entries/5101-souverainete-alimentaire-5-etapes-pour-refroidir-la-planete-et-nourrir-sa-population> <

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © [Grain](http://grain.org), grain.org, 2019

Articles Par : [Grain](http://grain.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca